
Perspectives de réforme économique en Corée du Nord

Nathan Beauchamp-Mustafaga



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6440>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2012

Pagination : 78-80

ISBN : 979-10-91019-05-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Nathan Beauchamp-Mustafaga, « Perspectives de réforme économique en Corée du Nord », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2012/4 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6440>

© Tous droits réservés

Cette rubrique, préparée par Asia Centre (www.centreasia.eu) s'appuie essentiellement sur la presse en langue chinoise et a pour objectif de présenter les débats en cours en RPC, à Hong Kong ou Taiwan quant aux questions internationales et celles relatives au monde chinois.

China Analysis
Les Nouvelles de Chine

Perspectives de réforme économique en Corée du Nord

Analyse de Nathan Beauchamp-Mustafaga, sources :

- Piao Yinzhe, Li Shenghua et Yan Yingen ⁽¹⁾, « Une impulsion puissante pour davantage de réforme économique en Corée du Nord : coopération économique entre Chine et Corée du Sud », *Jingji wenti tansuo*, n° 12, décembre 2011.
- Gong Yutao ⁽²⁾, « Situation actuelle et tendances des réformes économiques en Corée du Nord : leur influence sur la péninsule coréenne », *Yunnan caijing daxue xuebao*, n° 151, mai 2011.
- Zhu Liaoye et Xu Yonggen ⁽³⁾, « Analyse des perspectives de réforme économique en Corée du Nord », *Liaodong xueyuan xuebao*, vol. 13, n° 5, octobre 2011.
- Zhang Huizhi ⁽⁴⁾, « Exploration du modèle de développement de la République populaire démocratique de Corée », *Dongbeiyi luntan*, n° 98, juin 2011.
- Zhang Liangui ⁽⁵⁾, « Est-ce que la Corée du Nord aura une "Réforme et Ouverture" ? », *Guoji shiye*, mai 2010.
- Cui Yan ⁽⁶⁾, « Analyse des effets de la réforme monétaire nord-coréenne sur le commerce Chine-Corée du Nord », *Zhongguo shangjie*, n° 2, février 2010.

En tant qu'allié chinois, par traité, et voisin turbulent, la Corée du Nord est observée de près par les dirigeants et les milieux académiques chinois. Tout élément susceptible d'influer sur les relations sino-nord-coréennes, la péninsule coréenne ou l'Asie du Nord-Est dans son ensemble, fait en particulier l'objet d'une attention accrue. Alors que le programme nucléaire nord-coréen est au centre de toutes les attentions depuis la première crise de 1994, les chercheurs chinois se penchent tout aussi minutieusement sur les progrès des réformes économiques en Corée du Nord. Sur le long terme, ils voient plutôt avec optimisme les perspectives de réforme économique dans le pays, au sein d'un environnement international favorable.

Vingt-huit années de réformes économiques en Corée du Nord

Au cours de ces trois dernières décennies, la Corée du Nord a lancé nombre de réformes économiques, infructueuses pour la plupart. Mais le pays a, depuis janvier 2010 et grâce à un ensemble d'initiatives nouvelles, fait renaître les espoirs chinois. Selon Zhu Liaoye et Xu Yonggen, l'histoire des réformes économiques de la Corée du Nord peut être retracée depuis 1984, date de l'introduction de la loi dite de « joint-venture » (合营法, *heyin fa*) ayant pour but de favoriser les investissements étrangers ⁽⁷⁾. Celle-ci fut suivie par la création en 1991 de deux zones économiques et commerciales libres qui ont elles aussi échoué à attirer des investisseurs étrangers. La plupart des auteurs considèrent toutefois que les réformes débutèrent véritablement le 1^{er} juillet 2002 (7.1 *jingji gaige* "7.1经济改革" ou 7.1 *cuoshi* "7.1措施"), lorsque le gouvernement de Kim Jong-il libéralisa quelque peu la politique

économique, permettant un certain degré de privatisation et d'indépendance économique dans l'agriculture et les affaires, un relèvement des salaires et un réajustement des prix.

La réforme monétaire de 2009 avait pour but officiel de juguler l'inflation et d'éliminer les marchés clandestins ⁽⁸⁾. La réforme donnait aux Nord-Coréens sept jours pour convertir leur ancienne monnaie en nouvelle devise, à des taux variables et en quantité limitée ⁽⁹⁾. Cette réforme provoqua des troubles dans le pays et força le gouvernement à offrir des compensations sous forme de subventions. Alors que la plupart des auteurs voient cette réforme comme un échec, Cui Yan l'analyse comme une tentative, de la part

1. Piao Yinzhe est chercheur associé au Nankai Institute of Economics (NKIE) de l'université de Nankai. Li Shenghua est professeur associé au NKIE. Yan Yingen est doctorant au NKIE.
2. Gong Yutao est professeur à l'école de marxisme de l'université chinoise des nationalités.
3. Zhu Liaoye est chercheur à l'institut des études coréennes, à l'académie des sciences sociales de l'université de Jilin. Xu Yonggen est professeur associé de japonais à l'université de Changchun.
4. Zhang Huizhi est vice-doyen de l'académie des études sur le nord-est asiatique de l'université de Jilin.
5. Zhang Liangui est professeur d'études coréennes à l'École centrale du Parti.
6. Cui Yan est diplômé de l'université du Heilongjiang.
7. La loi de *joint-venture*, longue de 26 articles, fut promulguée le 8 septembre 1984 et inspirée par la loi chinoise du même nom, promulguée en 1979. Elle permit pour la première fois l'entrée d'investissements étrangers en Corée du Nord.
8. La Corée du Nord a connu cinq réformes monétaires depuis sa création : en 1947, 1959, 1979, à trois reprises en 1992 et plus récemment en 2009.
9. Alors que les réformes monétaires précédentes permettaient une conversion au taux de 1:1, la réforme de 2009 établissait le taux d'échange pour les liquidités à 100:1, alors que les dépôts bancaires de moins de 150 000 wons étaient échangés à 10:1 et ceux de plus de 150 000 wons à 1 000:1. Le gouvernement a aussi mis en place une limite aux échanges par foyer, initialement à 100 000 wons, l'a relevée à 500 000 wons. Tout montant de plus de 500 000 wons devait être déposé à la banque, et les dépôts maximums furent tout d'abord limités à 300 000 wons puis relevés à 3 millions de wons.

de l'État, de réaffirmer son contrôle sur l'économie. Cui Yan affirme que la réforme avait pour but principal de « se réapproprier les capitaux privés en circulation, et de surveiller étroitement les marchés pour ramener l'économie entière dans le giron de l'État et d'une économie planifiée ».

La vague de réformes la plus récente date de janvier 2010. Consécutivement, la Corée du Nord annonçait le plan quinquennal stratégique (2011-2015) pour le développement économique national, créait le groupe d'investissement international Taepung de même que la Banque nationale de développement, et élevait la zone économique et commerciale de Rason (*luoxian jingji maoyi qu* 罗先经济贸易区) au statut de « ville spéciale » (*tebie shi* 特别市). Cette succession d'annonces a coïncidé, par ailleurs, avec quatre visites de Kim Jong-il en Chine, de mai 2010 à août 2011 – une fréquence sans précédent. Ces événements ont suscité de grands débats en Chine concernant les perspectives de la réforme, ses orientations possibles et le rôle de la communauté internationale dans ce processus.

La réforme économique comme seul moyen d'apaisement et comme voie vers la prospérité

Selon les différents auteurs, la Corée du Nord devrait continuer à réformer son économie, car cela semble être la seule voie vers la prospérité économique et la stabilité politique. Zhu et Xu affirment que la réforme économique de la Corée du Nord est « historiquement inévitable [et que] la Corée du Nord a atteint un point où elle ne survivra pas sans réforme », ajoutant que la réforme est aussi une voie du socialisme. Avec une vraie réforme, la Corée du Nord pourrait devenir autosuffisante en termes de production céréalière, et réintégrer la communauté internationale. Gong Yutao affirme que « sans réforme économique, il n'y a pas de développement économique » en Corée du Nord, et que celle-ci devra adopter des réformes économiques pour accomplir l'objectif du gouvernement de devenir « un pays fort et prospère » (*gangseong daegug*, en chinois *qiangsheng daguo* 强盛大国) dès 2012, et pour répondre au besoin de maintenir un contrôle politique et d'assurer une passation de pouvoir sans remous. Ces avis font aussi suite à la déclaration de Kim Jong-un, en novembre 2011, selon laquelle « la nourriture est désormais plus importante que les balles ». Gong ajoute que la Corée du Nord a su répondre aux besoins de son économie par le passé, notamment par les différentes réformes agricoles initiées depuis 2002 – en réponse à la pénurie alimentaire –, c'est pourquoi l'on peut s'attendre à ce que la Corée du Nord lance d'autres vagues de réformes dans le futur. Qui plus est, Gong pense que des réformes économiques réussies ont le pouvoir de réduire les tensions dans la péninsule coréenne en donnant plus d'assurance à la Corée du Nord dans ses interactions avec le Sud, par des moyens autres que militaires. Par ailleurs, ces réformes ouvriront la voie à l'unification, avec un poids et un pouvoir de négociation accrus pour la Corée du Nord, étant donné que l'objectif ultime pour les deux pays est une éventuelle réunification et que le pays qui dirigera le processus sera celui le plus avancé sur le plan économique.

De nombreux signes témoignent de l'intention de la Corée du Nord de poursuivre sur le chemin des réformes. Gong Yutao et Zhang Huizhi voient dans les éditoriaux du nouvel An nord-coréen de 2010 et 2011 (*yuandan shelun* 元旦社论) le signe d'une réorientation vers les réformes économiques⁽¹⁰⁾. Gong note que la libéralisation de la Corée du Nord après 2002 illustre les progrès accomplis par le pays vers une « réforme et ouverture »

(*gaige kaifang* 改革开放) à la chinoise. Zhang Huizhi voit les deux zones de développement économique communes entre Corée du Nord et Chine, Rason et Hwanggumpyong et les îles Mimwha (*huangjinping weihuadao jingji qu* 黄金坪、威化岛经济区) comme une preuve de l'engagement nord-coréen à réformer⁽¹¹⁾. Elle pense notamment que, maintenant que la Corée du Nord s'est lancée sur la voie de la coopération économique internationale et de la libéralisation, son gouvernement aura du mal à arrêter la marche des réformes économiques.

Néanmoins, des doutes persistent concernant l'élan de la réforme et la possibilité d'une vraie avancée vers une économie de marché. Zhang Lian-gui est pessimiste en ce qui concerne la capacité de réforme du Nord, et ne considère pas les changements passés comme de vrais efforts vers plus de réforme. Il considère que le vrai objectif de la Corée du Nord est de continuer à soutenir sa politique de « l'armée avant tout » (*songun*, en chinois *xianjun zhengce* 先军政策) en créant un nouvel afflux de financements pour les programmes militaires nucléaires et balistiques. Ainsi, les réformes de janvier 2012 étaient motivées par les besoins en devises de l'armée nord-coréenne, notamment en raison des restrictions imposées au pays par les sanctions internationales dans le cadre de la résolution 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU. Zhang Liangui relève le fait que c'est le Conseil de défense national qui a annoncé les initiatives de janvier 2010, et non le Cabinet, qui dirige pourtant officiellement l'économie. Il croit par ailleurs que Rason n'est qu'un moyen déguisé de résoudre les problèmes d'approvisionnement en pétrole du pays, en diversifiant les sources d'importations et en acquérant les devises étrangères au moyen des frais de transit.

De nombreux obstacles à plus de réformes

Malgré ces perspectives optimistes, de nombreux facteurs viennent encore entraver le processus de réforme. Citant une opinion populaire, Zhu et Xu affirment que l'échec des réformes passées en Corée du Nord est dû à leur superficialité et au manque de rigueur dont le gouvernement a fait preuve dans leur mise en œuvre. De plus, le fait que le gouvernement craint de susciter une certaine instabilité politique en réformant constitue un obstacle supplémentaire à ces réformes. Viennent s'y ajouter le manque de volonté publique, l'inexistence d'un cadre de réforme clair et la résistance des entreprises d'État. Piao Yinzhe, Li Shenghua et Yan Yingen considèrent pour leur part que les sanctions internationales sont le principal facteur limitant la capacité du Nord à se réformer en profondeur. La profonde contradiction existant entre la politique de « l'armée avant tout » et le développement économique nord-coréen est une autre entrave au processus de réforme. Zhang Huizhi lie également les difficultés affectant la Corée du Nord aux sanctions internationales ainsi qu'aux craintes du gouvernement devant une instabilité sociale, qui constituent des défis à son autorité et posent problèmes dans la transition du pouvoir à Kim Jong-un.

10. Traditionnellement, les trois principaux journaux étatiques nord-coréens publient, le 1er janvier, un éditorial commun, perçu comme une déclaration de politique générale des dirigeants nord-coréens pour l'année à venir.

11. Rajin-Sonbong a été rebaptisée « zone économique et commerciale Rason » dans le cadre d'une tentative destinée à attirer de nouveaux investissements étrangers. Rason est située de l'autre côté de la frontière chinoise, face à la ville de Yanji, dans la province du Jilin. La zone de Hwanggumpyong et des îles Mimwha a été créée conjointement en 2011 par la Chine et la Corée du Nord. Cette région administrative unique comprend les deux îles, situées en face de la ville chinoise de Dandong, dans la province du Liaoning.

Si la Corée du Nord s'engage dans une réforme économique plus profonde, cela se fera au sein d'un cadre unique, bien défini par le gouvernement. Zhang Liangui et Zhang Huizhi notent ainsi que les journaux étatiques ont violemment exprimé la méfiance que leur inspire le modèle de « réforme et ouverture ». Un article nord-coréen va jusqu'à proclamer que « les peuples des pays du monde qui tiennent à leur autodétermination doivent reconnaître clairement le danger de la conspiration de la stratégie de "réforme et ouverture" mise en avant pas les impérialistes, et doivent s'y confronter avec une vigilance maximum ».

Les perspectives futures de réforme

Alors que les progrès futurs devraient rester lents et prudents, il existe des chances pour assurer le succès des réformes, notamment à travers l'expérimentation, et grâce au soutien international. Zhang estime que des « réformes hors du système » (*tizhiwai' gaige* “体制外”改革) sont primordiales pour réformer la Corée du Nord. Elle affirme que ce genre de réforme « hors de l'économie planifiée est une force fondamentale pour développer de nouveaux organismes afin de diriger les marchés et de promouvoir la libéralisation ». Leur indépendance par rapport au système économique existant permet à ces réformes d'être déployées sans avoir à gérer les problèmes typiques de la libéralisation économique, à savoir l'inflation, l'accroissement des inégalités, la corruption, le matérialisme et l'émergence de marchés illégaux. Zhang Huizhi pense que la nouvelle société d'investissement nord-coréenne, la Banque nationale de développement, et certaines autres initiatives du gouvernement, font partie de ce nouveau style de réforme, et que ces nouvelles réformes mèneront à la création d'un nouveau système économique. En contradiction avec le scepticisme de Zhang Liangui, Zhang Huizhi pense que Rason permet à la Corée du Nord de tester la réforme sans avoir à craindre l'instabilité politique. Zhu et Xu pensent que les réformes viendront d'en haut – des dirigeants nord-coréens –, car le peuple n'a pas la capacité d'initier par lui-même d'éventuelles réformes, et qu'elles commenceront par le secteur de l'agriculture, notamment à travers une privatisation agricole sur le modèle du « système de responsabilité des ménages » (*baochan daohu* 包产到户) introduit par la Chine dans les années 1970.

Le soutien international, à travers une coopération économique accrue entre la Chine et les deux Corées, sera un facteur important pour encourager la réforme de l'extérieur et pour intégrer la Corée du Nord au système économique international. Piao y voit une opportunité d'aligner le projet chinois Chang-Ji-Tu⁽¹²⁾ (*changjitu kaifa kaifang xiandaoqu* 长吉图开发开放先导区), la revendication nord-coréenne pour « une nation forte et prospère », et le désir de la Corée du Sud de devenir le principal hub économique de l'Asie du Nord-Est. La Chine et la Corée du Sud pourraient ainsi guider les réformes nord-coréennes en encourageant la coopération économique avec la Corée du Nord. La coopération devra d'abord tenter d'améliorer la situation économique du Nord, en se concentrant sur l'agriculture, le secteur énergétique et les politiques industrielles, et en subventionnant les exportations vers ce pays. Par ailleurs, cette coopération économique devrait promouvoir le processus de réforme en encourageant la Corée du Nord à abandonner sa politique de « l'armée avant tout », en indiquant ce qui peut aider à promouvoir des réformes et pas seulement à résoudre les problèmes existants, et grâce à une invitation faite par la Chine aux dirigeants nord-coréens à une libéralisation des marchés économiques.

Le rôle de la Chine et de l'environnement international de la Corée du Nord

La Chine peut encourager les réformes économiques en partageant avec la Corée du Nord sa propre expérience, et en continuant d'investir et d'échanger avec le pays. Alors qu'il est certain que la voie des réformes en Corée du Nord sera unique, Zhu et Xu, entre autres, font souvent la comparaison avec les expériences chinoise et vietnamienne. Ils suggèrent que la Corée du Nord peut apprendre du succès de la Chine et du Vietnam dans sa transition vers une économie de marché. Zhu et Xu affirment que « les politiques de "réforme et ouverture" chinoise et vietnamienne montrent que seul ce processus peut assurer le développement, et que seul le développement peut asseoir l'autorité et la capacité de gouverner du parti au pouvoir, améliorer les conditions de vie des populations, et gagner les cœurs tout en fortifiant le système socialiste ».

Zhang Huizhi considère la coopération économique Chine-Corée du Nord comme une opportunité, pour la Corée du Nord, d'approfondir ses réformes en observant l'intégration entre socialisme et capitalisme réalisée par la Chine, tout en montrant en même temps au monde le sérieux de son désir de changement. Zhu et Xu notent par ailleurs que, bien que l'expérience chinoise montre que la transition vers une économie de marché peut représenter un défi pour le pouvoir, elle indique également que les réformes économiques ne sont pas forcément liées à des réformes politiques.

Finalement, l'environnement international de la Corée du Nord dictera l'étendue de son intégration au système international en cas de réforme. La Corée du Nord doit convaincre la communauté internationale d'abandonner les sanctions, car celles-ci ont eu un effet démesuré sur la capacité du Nord à se réformer, et ont limité son accès aux capitaux nécessaires. Zhu et Xu affirment que les États-Unis et les sanctions de l'ONU dissuadent d'autres pays de commercer avec la Corée du Nord et d'y investir. Les États-Unis ont une grande influence sur les perspectives de réforme du Nord. Tous les auteurs notent le besoin d'une relation apaisée entre les États-Unis et la Corée du Nord, préalablement à toute véritable réforme. Piao explique que de meilleures relations seront le principal facteur de réforme économique, alors que Zhang Huizhi affirme qu'un rapprochement États-Unis-Corée du Nord faciliterait l'accès de ce pays à des prêts et à des aides d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale, etc.). Zhu et Xu regardent les motivations américaines envers la Corée du Nord avec suspicion, et affirment que les États-Unis veulent que la Corée du Nord devienne un membre du « monde libre », sous le contrôle de la Corée du Sud. De même, Gong affirme que les États-Unis « n'ont jamais abandonné leur objectif de renverser le gouvernement nord-coréen ».

Alors que le gouvernement nord-coréen a été très hésitant en matière de réformes économiques, les dirigeants nord-coréens seront néanmoins forcés de changer fondamentalement leur système économique s'ils veulent assurer la survie du pays et du régime, et tenir leurs promesses, faites au peuple nord-coréen, de développement économique.

■ Traduit par Agatha Kratz.

12. Le projet Chang-Ji-Tu, proposé en 2009, est un plan de développement économique concernant les villes de Changchun, Jilin et Tumen, dans la province du Jilin, en Chine.